

### Régie des produits pétroliers

Le Canada pourra satisfaire à bon marché à ses besoins d'énergie jusqu'à la fin du siècle à la condition que le gouvernement impose une certaine réglementation. Mais il ne le fait pas. Brusquement ou par étapes, nous nous acheminons vers un marché continental de l'énergie d'une façon ou d'une autre. Par exemple, nous constatons que 99 p. 100 de nos raffineries sont de propriété étrangère; 82,6 p. 100 de notre industrie du gaz et du pétrole est aux mains de sociétés et entreprises étrangères. Et ce n'est là qu'un aspect de la situation qui m'inquiète. Ce sont toutes des industries qui exigent beaucoup de capitaux. Elles ne fournissent pas beaucoup d'emploi.

En outre, les lois fiscales canadiennes favorisent la mainmise étrangère et encouragent l'investissement de capitaux. Alors qu'il était député de la Chambre, M. Eric Kierans a rappelé à maintes reprises qu'entre 1965 et 1968, les sociétés pétrolières avaient réalisé des bénéfices comptables de 795 millions de dollars. Leur revenu imposable, une fois soustraites toutes les exemptions, s'élevait à 45 millions de dollars. Autrement dit, elles ont payé des impôts sur 5,7 p. 100 de leurs bénéfices comptables. Qu'on fasse la comparaison avec les impôts de l'industrie manufacturière—63 p. 100—ou du commerce de détail alors que les petits commerçants et d'autres payent des impôts à raison de 90 p. 100 de leurs profits comptables. Cela montre combien notre ordre de priorité est mal établi lorsqu'il s'agit de planification industrielle et d'acheminement des capitaux vers les secteurs où ils doivent aller.

L'Imperial Oil a enregistré des bénéfices de l'ordre de un milliard de dollars au cours des dix dernières années. Mon collègue de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles en a parlé plus tôt. Cette société a payé 4 p. 100 d'impôt. Ce taux fiscal est inférieur à celui que paie une serveuse qui travaille au salaire minimum dans un relais routier si elle est célibataire sans personnes à charge. Donc, nous subventionnons, aux frais des Canadiens, une entreprise indispensable à l'expansion et au bien-être des économies américaines, japonaises et européennes. Cette politique s'avérera finalement au détriment du peuple canadien.

Allons même encore plus loin. Les industries du secteur des ressources naturelles font une grande consommation de capitaux. Eric Kierans a cité des chiffres qui montrent que sur \$100 placés dans la mise en valeur de ressources naturelles \$6,50 sont dépensés en salaires tandis que sur \$100 placés dans l'industrie de fabrication la part des salaires est de l'ordre de \$30 à \$35. Vous pouvez voir directement pourquoi nous avons le plus haut taux de chômage de tous les pays industrialisés du monde. Au Canada, nous importons davantage de produits manufacturés que n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Nous importons pour \$463 de produits manufacturés par an et par habitant alors qu'aux États-Unis ce chiffre ne s'élève qu'à \$116. Ce déséquilibre s'accroît de plus en plus au cours des années si nous poursuivons une politique énergétique comme celle dans laquelle nous patageons actuellement.

Je pense que nous devrions prendre la direction opposée. Nous devrions faire davantage de raffinage et de traitement chez nous au lieu d'exporter la matière première à l'état brut. Mais, si les gens qui représentent les sociétés pétrolières obtiennent gain de cause, notre position sera sans doute encore moins brillante d'ici 1980. Je parle ici de la construction éventuelle du gazoduc et de l'oléoduc de la vallée du Mackenzie, d'autres pipelines, du traitement des sables bitumineux, et le reste.

[M. Nystrom.]

De nombreux économistes ont prévu que le coût d'un gazoduc ou d'un oléoduc longeant la vallée du Mackenzie s'éleverait à environ 12 milliards d'ici 1980 et certains prétendent que d'ici 1980 on aura investi environ 30 milliards dans les sables bitumineux et 6 à 8 milliards dans le projet de la baie James. Pensez aux effets que cela pourrait avoir sur l'inflation au Canada, sur les taux de change, sur les taux d'intérêt, sur notre marché d'exportation ou sur l'industrie canadienne, l'agriculture canadienne ou les produits agricoles. Cela aurait des conséquences néfastes sur tout ce secteur de notre économie. Avec ce genre d'investissement dans les sables bitumineux la vallée du Mackenzie et les autres régions canadiennes qui produisent du pétrole et du gaz, nous pourrions exporter aux États-Unis cinq, six ou sept millions de barils de pétrole brut, par jour, ce qui nous rapporterait 11 ou 12 milliards de dollars U.S.

● (2120)

Permettez-moi de développer davantage cette idée. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis est aujourd'hui d'environ 4 milliards de dollars. En 1980, il pourrait être de 20 milliards, et même plus, en raison de la pénurie d'énergie. En ce qui concerne le problème de leur balance des paiements, les États-Unis vont se trouver dans une camisole de force et chercheront donc à nous vendre encore plus de produits finis en échange de notre pétrole et de notre gaz. Un tel état de choses entraînera des emplois en moins pour les Canadiens, peut-être un taux d'inflation encore plus grand qu'aujourd'hui ainsi que des taux d'intérêt plus élevés et plus de difficultés pour vendre nos produits d'exportation, ce qui, en retour, signifie que nous ne pourrions pas mettre sur pied une industrie secondaire ou de fabrication au pays. La valeur du dollar canadien va probablement monter et encore une fois nous allons repasser par le cycle des problèmes économiques.

En ce qui concerne le dollar canadien, un économiste de la Californie estime qu'une augmentation de 5 p. 100 du dollar canadien par rapport au dollar des États-Unis résulterait dans un glissement du rapport d'échange au détriment du Canada de l'ordre de 715 millions de dollars. Une augmentation de 10 p. 100 du dollar canadien entraînerait des rapports d'échanges négatifs entre les deux pays, de l'ordre de 1,6 milliard de dollars au détriment du Canada. Ces facteurs, monsieur l'Orateur, pourraient être très réels si nous nous précipitons dans la réalisation d'un programme continental en matière d'énergie, la construction d'un pipe-line pour le transport du pétrole et du gaz de la vallée du Mackenzie et la mise en valeur des sables bitumineux, sans égard pour les besoins réels des Canadiens, non seulement en matière d'énergie mais de toute notre économie.

Les solutions doivent être radicales; je ne pense pas que nous puissions nous contenter de bricoles. Nos ressources pétrolières appartiennent à la population du pays, et non aux grandes sociétés pétrolières et multinationales. C'est pourquoi il nous faut établir immédiatement un certain nombre de priorités pour le pays. Il faut premièrement créer une agence de commercialisation chargée de la commercialisation du gaz naturel et du pétrole, une agence qui ne craindrait pas d'établir un régime du double prix tel que le recommande la motion proposée aujourd'hui par le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles. Deuxièmement, il ne faut pas avoir peur de réglementer la production et l'exportation du gaz naturel et du pétrole exploités au Canada. Troisièmement, j'affirme que nous devons com-